

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY  
ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Nancy, le 16 juin 2025

## Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 13/05/2025

### Contexte et constats

Publié sur 

**SOCIETE EUROPEENNE DE GALVANISATION**  
10, route de Merviller  
54120 Baccarat

Références : 2025\_0587  
Code AIOT : 0006200030

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement SOCIETE EUROPEENNE DE GALVANISATION implanté 10, route de Merviller 54120 Baccarat.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE EUROPEENNE DE GALVANISATION
- 10, route de Merviller 54120 Baccarat
- Code AIOT : 0006200030    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société EUROPEENNE DE GALVANISATION exerce une activité de galvanisation à chaud de pièces métalliques sur le territoire de la commune de BACCARAT.

**Thèmes de l'inspection :** AN25 Combustion

#### 2) Constats

##### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux

enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46	Demande d'action corrective	2 Mois

10	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2010, article 69-3	Demande d'action corrective	3 Mois
----	--------------------	--	-----------------------------	--------

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116	
3	Réalisation contrôle périodique ICPE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 1.1.2	
4	Mesures périodiques rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.I et 6.3.II	
5	Conditions mesures rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.V	
6	Conditions de référence des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4	
7	Respect VLE directive MCP	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.I.a et 6.3.VI	
8	Cas de non respect des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.10	
9	Sortie de statut SEVESO	AP Complémentaire du 14/03/2025, article 1	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au jour de la visite, le site est propre et rangé. Les points contrôlés lors de la visite d'inspection ne montrent pas de non-conformités majeures. Cependant, l'attention de l'exploitant est portée sur les points suivants :

- la vigilance à avoir, en cas de modifications survenant sur le site, sur la transmission d'un dossier de porter à connaissance préalablement à leurs mises en œuvre, accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaires,
- la valeur limite d'émission (VLE) applicable aux émissions du four de fusion du zinc sur la teneur en CO à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2030, inférieure aux valeurs mesurées actuellement et non soumise à VLE jusqu'au 31/12/2029.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications apportées à l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rubrique 2910</u></p> <p>Parmi les rubriques applicables au site, figure la rubrique 2910-A-2 pour une puissance cumulée de 5,4 MW qui englobe:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le four de fusion du zinc (3,6 MW)</li><li>• des panneaux radiants pour le chauffage des halls (1386 kW)</li><li>• des brûleurs auxiliaires pour le chauffage de l'eau de maintien en température des bains et pour le séchage des pièces avant galvanisation (420 kW).</li></ul> <p>Au jour de la visite, il a été signalé qu'en 2021, les panneaux radiants ont tous été supprimés à l'exception d'un seul au service technique. Sur la même année, le brûleur auxiliaire utilisé pour le chauffage de l'eau a été démantelé et remplacé par 4 chaudières en série d'une puissance totale de 143 kW. Ces modifications auraient dû faire l'objet d'un porter à connaissance.</p> <p>Une mise à jour de l'inventaire des installations intégrées dans la rubrique 2910 est à effectuer par l'exploitant.</p> <p><u>Visite du site</u></p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté l'extension du périmètre connu par l'ajout d'un parking pour une surface d'environ 1 hectare. L'exploitant a procédé à l'acquisition de ces parcelles et leur mise en service en 2023. Aucun dossier de porter à connaissance n'a été transmis suite à cette modification contrairement aux dispositions de l'article R. 181-45-II du code de l'environnement.</p> <p>Il a également indiqué être en cours de finalisation avant réalisation de travaux au niveau du bain de zinc. Le projet porte sur la captation des fumées de zinc par aspiration basse au niveau du bain en complément des dispositifs déjà existants. Conformément aux dispositions de l'article R.181-46-II, un porter à connaissance est à adresser préalablement à la réalisation des travaux, prévus cet été.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Rubrique ICPE</u></p> <p>Sous un délai de 2 mois, l'exploitant doit effectuer une mise à jour de l'inventaire des installations intégrées dans la rubrique 2910.</p> <p><u>Modification du périmètre</u></p> <p>L'exploitant doit procéder à la régularisation de la modification du périmètre sous un délai maximal de 2 mois. Le dossier de porter à connaissance doit comporter tous les éléments d'appréciation, y compris la mise à jour au besoin du rapport</p>

de base, les impacts attendus en lien avec l'augmentation de la surface imperméabilisée, l'écoulement des eaux pluviales et le suivi des rejets d'eau du site de Baccarat.

Captation des fumées

Un dossier de porter à connaissance est à déposer préalablement à la réalisation des travaux, comportant entre autres les éléments d'appréciation relatifs aux rejets atmosphériques.


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective


**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 2 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Recensement installations MCP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li><li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li><li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li><li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li><li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li><li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li><li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li><li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li></ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li></ul> <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas encore procédé à la déclaration de ses installations dans la registre MCP.</p> <p>Au vu des puissances des installations actuellement présentes sur le site, inférieures à 5 MW, elle doit être faite après mise à jour des caractéristiques de la rubrique 2910 et en tout état de cause avant le 31 décembre 2028.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Proposition de suites :**


### N° 3 : Réalisation contrôle périodique ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Contrôle périodique ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
<b>Constats :</b> Sans objet, l'installation étant incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des ICPE.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


#### N° 4 : Mesures périodiques rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.I et 6.3.II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] au moins tous les 3 ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les émissions du four de fusion du bain de zinc font l'objet d'une mesure annuelle, les installations fonctionnant uniquement au gaz naturel.</p> <p>Les dernières mesures datent du 09/10/2023 et du 16/10/2024. Une nouvelle mesure est prévue en octobre 2025.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 5 : Conditions mesures rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.</p> <p>Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les comptes-rendus établis par Bureau Veritas en 2023 et 2024 ont été examinés lors de cette inspection.</p> <p>Les conditions de mesures des rejets d'air sont conformes aux dispositions attendues:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• contrôle par un organisme agréé,</li><li>• présence de la référence de l'accréditation</li><li>• durée des mesurages et nombre de mesures à réaliser,</li><li>• écart sur la section de mesure ( orifice de mesure et longueur) sans impact sur les résultats ( système de prélèvement adapté et aéraulique conforme).</li></ul>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 6 : Conditions de référence des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
<b>Constats :</b> Les conditions de référence auxquelles ont été rapportés les résultats des mesures en 2023 et 2024 pour vérifier la conformité aux valeurs limites d'émission sont conformes aux prescriptions.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 7 : Respect VLE directive MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.I.a et 6.3.VI
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>6.2.4 I.a - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31/12/2029; [...]</p> <p>Polluants : SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / NO<sub>x</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>)</p> <p>Gaz naturel</p> <p>P &lt; 10 : - /225 / -</p> <p>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm<sup>3</sup>)</p> <p>6.3.VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les valeurs mesurées en 2023 et 2024 sont conformes aux valeurs limites d'émission:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 2023: NO<sub>x</sub> à 33,9 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite d'émission à 225 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>• 2024: NO<sub>x</sub> à 26 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite d'émission à 225 mg/Nm<sup>3</sup></li></ul> <p>La mesure relative au monoxyde de carbone (CO), paramètre sans valeur limite d'émission (VLE) jusqu'au 31/12/2029, est réalisée systématiquement. L'attention de l'exploitant est attirée sur la valeur limite d'émission en CO fixée à 100 mg/Nm<sup>3</sup> à compter du 01/01/2030. Or les valeurs relevées en CO actuellement sont nettement supérieures:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 2023: CO à 163 mg/Nm<sup>3</sup> pour une future VLE à 100 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>• 2024: CO à 172 mg/Nm<sup>3</sup> pour une future VLE à 100 mg/Nm<sup>3</sup></li></ul>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 8 : Cas de non respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p> <p>Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les rejets atmosphériques du four de fusion du zinc sont conformes aux valeurs limites d'émissions réglementaires applicables à ce jour.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/03/2025, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Liste des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant a apporté des modifications à ses installations afin de s'assurer de la sortie du statut SEVESO du site de BACCARAT. Elles ont fait l'objet d'un rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025-091 du 11 février 2025 et les rubriques à prendre en compte ainsi que le non classement du site de BACCARAT ont été actés par arrêté préfectoral complémentaire 2025-035 du 14 mars 2025.</p> <p>Elles portent sur les points suivants:</p> <p>➤ <u>Modifications contribuant à la sortie du statut SEVESO</u></p> <p>Avant les modifications de février 2018, les bains ou produits contribuant au statut SEVESO du site étaient principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ le bain de dézingage (115 tonnes - rubrique 4510) ;</li> <li>➤ le bain de fluxage (99 tonnes - rubrique 4511) ;</li> <li>➤ la matière première « flux » (4,62 tonnes - rubrique 4510) ;</li> <li>➤ le stock de déchet chargé en chlorure de zinc (29 tonnes - rubrique 4510).</li> </ul> <p>Sur cette base, le site relevait du statut SEVESO seuil bas par dépassement direct du seuil SEVESO Seuil Bas de la rubrique 4510 (supérieur à 100 tonnes) et par le dépassement du seuil par la règle de cumul pour c) « dangers dans l'environnement » (article R. 511-11 du Code de l'environnement).</p> <p>Pour maintenir l'activité de son site tout en passant sous le seuil SEVESO Seuil Bas, l'exploitant s'est engagé à appliquer les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• suppression du stockage de déchet contenant du chlorure de zinc avec pompage direct dans le bain concerné ;</li> <li>• diminution du tonnage du bain de dézingage en diminuant le volume du bain (58 300 litres) et en maintenant une concentration de chlorure de zinc inférieure à 25 % (entre 2,5 et 25 %) dans le bain. La concentration en zinc de ce bain fait l'objet d'un suivi en interne avec une concentration maximale de 173 g/l, des analyses plus fréquentes sont réalisées et l'exploitant fait procéder au pompage du volume nécessaire pour tenir la concentration par une société spécialisée dans le traitement de ce déchet.</li> </ul> <p>Les procédures de contrôle de la concentration et du volume du bain de dézingage ont été transmises par l'exploitant à l'Inspection.</p> <p>Le site ne relève ainsi plus du statut SEVESO (non classé au titre des rubriques 4510 et 4511 selon la règle du cumul) , mais reste soumis à autorisation au titre des rubriques 2565.2.a, 2567.1.a et 3230.c.</p> <p>➤ <u>Modification du volume du bain de zinc</u></p> <p>Le volume du bain de zinc a été légèrement augmenté en hauteur (89 900 litres de zinc fondus dans la cuve). Cela permet le trempage des pièces plus hautes sans réaliser de « double passe » (retournement des pièces dans l'autre sens afin de s'assurer que toute la surface trempe dans le bain de zinc). La rubrique ICPE correspondante (2567) est inchangée.</p> <p>Cette modification est sans incidence sur le positionnement du site par rapport au statut SEVESO.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes de contrôle de la concentration du bain de dézingage et du volume du bain de dézingage sont bien mises en œuvre sur le site de BACCARAT.</p> <p>La concentration est suivie mensuellement (prélèvement en début de mois et analyse par laboratoire externe).</p> <p>Dès que nécessaire, une intervention de pompage est demandée au prestataire agréé pour la récupération et le traitement des acides usés (société KULHMANN-PESELOS). Depuis 2 ans, il existe des tensions sur les délais d'intervention.</p> <p>La commande pour le prochain passage a été passée le 26/03/2025 pour un pompage prévu le 27/05/2025. L'exploitant</p>


est en recherche d'un ou plusieurs autres prestataires en complément de celui qui intervient actuellement.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 10 : Bilans périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2010, article 69-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Transmission et conservation des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b> .../... L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées avant le 30 avril de l'année suivante un bilan annuel de la surveillance et des mesures de surveillances des différentes émissions. .../....
<b>Constats :</b> <u>Bilan annuel 2023 (reçu le 21/02/2024)</u> Une maintenance a été réalisée en décembre 2023 sur le filtre du système de récupération des poussières de zinc. Son changement se fait sur une fréquence de 2 ans. . Les obturateurs ont fait l'objet d'un contrôle annuel correct. Les mesures sur les rejets d'eaux ont eu lieu le 05/12/2023. Au niveau du regard n°1, il est à noter un impact en zinc à 5,13 mg/l pour 3 mg/l attendu, sur la couleur (904 pour 100) et sur les matières en suspension (42 pour 30 mg/l). <u>Bilan annuel 2024 (reçu le 27/03/2025)</u> Les obturateurs ont fait l'objet d'un contrôle annuel correct. Les mesures sur les rejets d'eaux ont eu lieu le 19/12/2024. Il en ressort les points suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• Regard n°1 (RD935) -impact en zinc à 9,89 mg/l pour 3 mg/l attendus et sur les matières en suspension (MES) à 260 pour 30mg/l.</li><li>• sur le Rouau Amont, dépassement en MES (33) non imputable à la société Européenne de Galvanisation car ce point est situé en amont hydraulique.</li></ul> Au vu de l'augmentation de la teneur en zinc et en matières en suspension, l'exploitant indique avoir mis en place les mesures suivantes depuis le 1er janvier 2025, vérifiées lors de la visite du site: <ul style="list-style-type: none"><li>• interdiction de stockage de matériel galvanisé au niveau du regard n°1,</li><li>• changement du sens de circulation pour la sortie des camions chargés.</li></ul> Des mesures complémentaires sont proposées, préalablement à la mesure à réaliser en 2025: <ul style="list-style-type: none"><li>• ajout d'une photo du niveau d'eau dans le regard lors du prochain contrôle,</li><li>• à l'été 2025, curage du regard (suspicion de couches successives de zinc fixées au fond) et mise en place d'un panier au niveau du regard pour filtrer les matières en suspension.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées de l'avancée des travaux au fur et à mesure. Dès la fin des travaux et sans attendre la campagne annuelle 2025 de contrôle des rejets, l'exploitant fait procéder à une campagne de mesures complémentaire sur les rejets d'eau pour justifier de l'efficacité des travaux réalisés. Une copie du rapport de ces mesures complémentaires est à adresser à l'inspection dès réception, accompagnée de l'analyse de l'exploitant sur les impacts attendus des travaux réalisés et leur efficacité sur les teneurs en zinc et matières en suspension relevées au niveau du regard n°1.
<b>Respect de la prescription :</b> 

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois